

Réflexion sur les territoires

Contribution de Christian DAVIAS

La première réunion du 10 décembre dans le cadre de la délégation « territoires de vie quotidienne » a confirmé par les multiples interventions, qu'il fallait considérer non pas un territoire, mais des territoires, en fonction des centres d'intérêt de ceux qui les pratiquent.

En effet, on peut considérer qu'il y a des territoires de vie, avec en priorité celui de résidence qui engendre un fort sentiment d'appartenance (ma ville, ma commune). En second lieu, ceux où l'on travaille et où l'on s'éduque. Ces territoires sont fréquentés au quotidien et ont un lien fort avec la problématique des déplacements. Ensuite, les territoires que l'on pratique pour différentes formes de commerces, mais aussi pour les loisirs et la culture, qui posent l'interrogation sur la pertinence, la cohérence et l'efficacité des investissements publics concernés. Et puis, il y a les territoires économiques qui peuvent être d'intérêt régional ou international. Ces territoires font appel à des infrastructures lourdes (aéroport, port, TGV, Réseau autoroutier, plateforme multimodale...)

Ces découpages territoriaux sont à géométrie variable et se modifient selon le foisonnement de l'urbanisation et les initiatives locales. C'est bien ce qui pose le problème de la gouvernance de ces territoires vécus, qui font voler en éclat les découpages institutionnels.

Cette situation a des effets néfastes, car elle entraîne pour les Citoyens un manque de lisibilité des centres de décisions, et pour les élus, la course aux financements trop souvent croisés, bon à prendre, mais pas toujours efficace.

Cette question de territoires est au cœur des débats actuels sur le découpage politique de la France.

Je me limiterai à des constats issus de l'expérience acquise au cours de mes mandats locaux.

Les Citoyens sont très attachés au découpage communal tel qu'on le constate en France avec ses quelques 36000 communes.

Ils tiennent à l'élection de leurs élus municipaux. Leurs élus de proximité, à qui ils prêtent d'ailleurs, beaucoup plus de pouvoir qu'ils n'en ont en réalité.

Toutefois, ces mêmes Citoyens sont réalistes et admettent que la fédération de moyens dans une intercommunalité est aujourd'hui indispensable pour répondre aux investissements lourds.

Dans un même temps, ils doutent qu'il soit opportun de désigner les représentants de ces intercommunalités au suffrage universel. La légitimité se trouve dans leur mairie, là où est écrit « Liberté, Egalité, Fraternité ».

Pour beaucoup, ces regroupements de communes doivent rester avant tout des espaces de solidarité à l'abri de la pollution des clivages politiques.

La notion de Canton est mal perçue. Ce découpage ne correspond à rien de concret, si ce n'est de permettre d'élire un Conseiller Général dont le rôle reste flou pour les non initiés.

Malgré cela, le Département fait appel à un sentiment d'appartenance dont on voit aujourd'hui l'expression dans les nombreuses prises de positions autour de l'évolution des plaques minéralogiques.

Quant à la Région, un grand nombre ne se reconnaît pas dans la Région des Pays de la Loire, pour ne parler que de la nôtre.

Les Nantais sont attachés à leur passé maritime. La Loire qu'ils aiment est maritime et la ville de Nantes est Bretonne. Contrairement aux idées répandues, ce n'est plus la Vendée, elle-même fortement marquée par la mer qui pose problème, mais le fait d'être détaché des départements Bretons et d'être identifié comme des Ligériens, mot étrange pour désigner des habitants d'une aire géographique artificielle sans véritable cohésion.

D'autant plus, que les Citoyens n'ont pas été dupes. La création des Régions a eu pour conséquence de créer une ligne supplémentaire sur leur feuille d'impôts locaux sans faire baisser ceux des communes et départements pas plus que ceux prélevés par l'Etat.

S'agissant de la ville centre, le rayonnement et le dynamisme de Nantes sont unanimement reconnus. Plus largement, la métropolisation avec pour point fort la ville centre est jugée nécessaire dans un contexte européen et de mondialisation.

Cette métropolisation s'appuie sur des programmes urbains novateurs, sur le développement qualitatif de la vie sociale et environnementale, sur le dynamisme économique et sur la facilité des déplacements.

En dehors des grands problèmes de société comme le chômage, la précarité ou la difficulté à se loger, La problématique des déplacements, tous modes confondus, arrive souvent en première préoccupation des habitants, suivie de la facilité d'accès aux services publics, aux lieux de loisirs et de culture et bien sûr de la sécurité des biens et des personnes.